



PREFET DE TARN-ET-GARONNE

Direction départementale des libertés publiques
Et des collectivités locales
Bureau des élections et de la police administrative

AP-2013336 - 0008

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Midi Pyrénées Granulats

Lieu-dit « Pouxets »

82800 - BRUNIQUEL

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE

Portant mise à jour du classement des installations classées

Le Préfet de Tarn et Garonne

- VU le titre 1^{er} du livre V de la partie législative du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le titre 1^{er} du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, et en particulier son article R 511-9 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013107-0027 du 17 avril 2013, autorisant la société Midi Pyrénées Granulats, dont le siège social est situé 35, avenue Champollion - Z.I. de Thibaud, à Toulouse, à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sise au lieu-dit « Pouxets » sur le territoire de la commune de BRUNIQUEL ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013233-0004 du 21 août 2013 portant délégation de signature de Madame Maria-Dolorès MARTINEZ-POMMIER, secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;
- VU le courrier de l'exploitant en date du 02 septembre 2013 fournissant les éléments nécessaires de comparaison et d'évaluation entre les critères de classement vis à vis des anciennes rubriques et justifiant le reclassement dans les nouvelles ;
- VU le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 21 novembre 2013 ;

CONSIDERANT que le classement administratif des installations classées exploitées par la la société Midi Pyrénées Granulats sur le territoire de la commune de BRUNIQUEL nécessite d'être mis à jour au vu des évolutions réglementaires de la nomenclature ;

CONSIDERANT que les prescriptions techniques actuelles annexées à l'arrêté préfectoral susvisé du 17 avril 2013 réglementant le site sont suffisantes et n'ont pas à être modifiées ;

CONSIDERANT qu'il n'est pas nécessaire de soumettre cette affaire à l'avis des membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CODENAPS), du fait que le présent arrêté n'impose pas de nouvelles prescriptions, et n'abroge pas les prescriptions existantes ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture du Tarn et Garonne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Situation administrative

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2013107-027 du 17 avril 2013 autorisant la société Midi Pyrénées Granulats à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sise au lieu-dit « Pouxets » sur le territoire de la commune de BRUNIQUEL est remplacé comme suit :

Activité	Rubrique	Volume d'activité	Régime
Exploitation de carrière.	2510-1	Quantités maximales extraites : 600 000 t/an	Autorisation
Installation de broyage, concassage-criblage. Puissance > à 550 kW.	2515-1-a	1189 Kw (829 Kw fixe+ 360 kW mobile)	Autorisation
Stockage de liquides inflammables. Céq < à 10 m3	1432-2-b	3 cuves aériennes de 1 m3, 1 m3 et 10 m3 (liquides inflammables de 2ème catégorie) soit Céq = 2,4 m3	Non classable
Station service non ouverte au public. Céq < 100 m3	1435	Céq = 60 m3 (Quantité annuelle distribuée : 300 m3)	Non classable
Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur. S < 2000 m2	2930-1	Superficie : 280 m2	Non classable

ARTICLE 2 : Prescriptions techniques

Les prescriptions techniques, annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé du 17 avril 2013, restent inchangées.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de TOULOUSE :

- ▲ par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir à la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié ;
- ▲ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai de un an à compter de la publication du présent arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après cette publication, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 4 : Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Tarn et Garonne,

Le Maire de la commune de BRUNIQUEL,

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Inspection des Installations Classées,

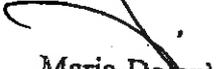
Le Chef d'Unité Territoriale 82/46 de la DREAL Midi-Pyrénées, à Montauban,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société Midi Pyrénées Granulats.

Montauban le 02 DEC. 2013

le Préfet

Pour le préfet,
La secrétaire générale,


Maria-Dolores
MARTINEZ-POMMIER

